

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 12/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES THOMAS
15 boulevard du chateau
BP 25
42210 Montrond-les-Bains

Références : UID4243-MEA-023-0386
Code AIOT : 0006101273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement CARRIERES THOMAS implanté Chatelus 42540 Sainte-Colombe-sur-Gand. L'inspection a été annoncée le 18/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "sécheresse" 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES THOMAS
- Chatelus 42540 Sainte-Colombe-sur-Gand
- Code AIOT : 0006101273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

En 1995, l'Entreprise THOMAS S.A. a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches dures sur le territoire de la commune de Sainte-Colombe-Sur-Gand au lieu-dit "Châtelus", demande pour laquelle l'arrêté d'autorisation du 23 août 1996 a été pris .

Une nouvelle procédure d'autorisation a été déposée en 1999 suite à laquelle un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation a été pris en date du 9 janvier 2001, annulant celui du 23/08/1996, pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches dures d'une superficie de 7,2240 hectares et pour une durée de 30 ans, sans que les 10 ha précédemment autorisés aient été exploités.

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral complémentaire du 28/07/2004 pour la mise en place d'un groupe mobile de concassage et une augmentation des quantités d'explosifs utilisés sur le site.

La carrière fonctionne par campagne en dehors de la période hivernale. Une campagne d'extraction est menée, puis les matériaux sont stockés en tas sur le site. En fonction des besoins, une ou plusieurs campagnes de concassage primaire sont menées et les matériaux envoyés sur le site de Saint-Marcel-de Félines pour traitement.

Le site ne réalisant aucun prélèvement d'eau ni de rejet d'eau dans le milieu naturel, ce dernier n'est pas concerné par les réglementations « sécheresse ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection du 4 juin 2023
- les activités exercées,
- la gestion des eaux en cas de sécheresse
- les émissions de poussières
- plan d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suite inspection 2013	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 7.4	Sans objet
3	Rapport du 04/06/2013	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.1	Sans objet
6	EAU	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.2.2	Sans objet
8	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 11	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite inspection 2013	Autre du 04/06/2013, article 6.2	Sans objet
4	Autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 1er	Sans objet
5	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.1	Sans objet
7	EAU	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.2.3	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 7.9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités ont été constatées pour lesquelles l'exploitant doit, **dans les délais** impartis fixés dans le rapport, présenter ses observations et transmettre à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel, les justificatifs correspondants.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite inspection 2013

Référence réglementaire : Rapport du 04/06/2013, article 6.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : (...) Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. (...)
Constats : Lors de la visite il a été constaté la présence d'un bornage visible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suite inspection 2013

Référence réglementaire : Rapport du 04/06/2013, article 7.4
Thème(s) : Autre, Epaisseur/ hauteur d'extraction, des fronts
Prescription contrôlée : Lors de la visite de 2013, l'inspection avait constaté que le premier front oscillait entre 11 et 16 m alors que l'étude d'impact avait conclu à une hauteur maximale de 8 mètres. L'inspection avait informé l'exploitant de la nécessité de réaliser une étude de stabilité pour vérifier la pérennité de l'exploitation.
Constats : L'étude géologique de stabilité (rapport 13-073-42 d'août 2013) a été transmise à l'inspection. Cette dernière réalisée, par le bureau CPGF-horizon, conclut que l'ensemble du massif apparaît stable « en grand ». <u>Néanmoins trois recommandations sont faites</u> pour améliorer la stabilité et la sécurité, dont la mise en place d'un merlon de terre et d'un fossé en bordure de la 1ère risberne pour garantir l'absence de chute de blocs, le renforcement de la clôture à l'extrémité Nord du chemin et un suivi annuel de la stabilité du massif rocheux. Lors de la visite, il a été constaté que toutes les recommandations du bureau d'étude n'ont pas été suivies. Ce même jour, l'exploitant a indiqué qu'un porter-à-connaissance serait déposé auprès de M. le préfet afin que soient revues les conditions de la remise en état du site, notamment la hauteur des fronts.
Observations : L'exploitant devra : <ul style="list-style-type: none">- garantir la bonne mise en œuvre des recommandations, sauf à justifier que celles-ci sont inadaptées.- déposer un porter-à-connaissance afin de revoir les conditions de remise en état du site, notamment les hauteurs de fronts et les risbernes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 3 mois

N° 3 : Suite inspection 2013

Référence réglementaire : Rapport du 04/06/2013, article 10.1
Thème(s) : Autre, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : 1°/- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés, hors du site de la carrière, sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche qui permet la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. 2°/- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Lors de la visite il a été constaté la mise en place de plusieurs rétentions distinctes sous les fûts susceptibles de contenir des huiles et autres substances polluantes. La cuve de carburant pour les engins est une cuve double paroi. Conforme Concernant le ravitaillement en carburant des engins mobiles, celui-ci est effectué sur le site. Non conforme
Observation : L'exploitant devra préciser les conditions de ravitaillement des engins du site et indiquer les mesures mises en oeuvre pour éviter toute pollution des sols, des eaux et le traitement de ces substances si besoin.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 1 mois

N° 4 : Autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, Activités ICPE
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Rubrique 2510.1 (Exploitation de carrière (Roches dures)): Rythme d'exploitation maximum : 140 000 t/an et Rythme d'exploitation moyen : 120 000 t/ an- Rubrique 2515.1 (Broyage, Concassage, criblage de produits minéraux naturels: La puissance installée est de 1500 kW (Matériel fixe et matériel mobile)
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la conformité à la prescription, à savoir: <ul style="list-style-type: none">- rubrique 2510.1 : les tonnages extraits dans la carrière sont conformes pour les années 2021, 2022 et 2023 à l'APA, soit respectivement de 1739 t, 6206 tonnes et 6708 tonnes du 01/01 au 30/09.- rubrique 2515.1 : pas de modification des installations
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.1
Thème(s) : Autre, Eaux de procédés des installations
Prescription contrôlée : Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site autorisé sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.
Constats : Lors de la visite il n'a été constaté aucun rejet d'eau de procédé dans le milieu naturel. En effet, le site ne produit aucune eau de procédé (pas d'installation de lavage de matériaux). Seules des eaux pluviales de ruissellement sont présentes sur site mais non collectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.2.2
Thème(s) : Autre, Eaux rejetées
Prescription contrôlée : Ces eaux seront dirigées vers un bassin de décantation au point bas du carreau comme indiqué dans l'étude d'impact. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;• la température est inférieure à 30° C ;• les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;• la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;• les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90 114).
Constats : Lors de la visite, il a été constaté l'absence de bassin de décantation des eaux du site (pluviales ou de résurgence) susceptibles d'être chargées en fines. Le site ne produit pas d'eau de procédé puisqu'aucun lavage de matériaux n'est effectué.
Observation : L'exploitant devra justifier l'absence du bassin de décantation prévu dans l'arrêté d'autorisation.
Type de suites proposées : Susceptible de suite
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 3 mois

N° 7 : EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 10.2.3
Thème(s) : Autre, Eaux vannes
Prescription contrôlée : Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

Constats :

Les eaux vannes produites sur le site sont traitées par une fosse septique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 11

Thème(s) : Autre, mesures de poussières

Prescription contrôlée :

1°/ L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières (capotage poste primaire, secondaire, tertiaire, convoyeurs, etc...).

2°/ Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible (mise en place d'un dispositif d'abattage de poussière par ionisation d'eau par exemple, capotage, etc...).

- Les pistes de circulation seront entretenues et arrosées en cas de besoin afin de limiter l'envol des poussières.

- Si il y a lieu, les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³ (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normales de température - 273 Kelvin - et de pression - 101,3 kilos pascals - après déduction de la vapeur d'eau - gaz sec-).

- Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussière des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

- Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure.

- Des campagnes de mesures de retombées de poussières dans l'environnement seront réalisées tous les deux ans (plaquettes) en limite des terrains autorisés.

3°/ Dans le cas d'une gêne du voisinage, une étude d'empoussièrement de l'environnement sera effectuée à la demande du Préfet de la Loire, étude qui devra déterminer les concentrations de poussières et les moyens à mettre en œuvre afin de les réduire à un niveau admissible.

Constats :

Lors de la visite il a été constaté l'absence d'activité d'extraction ainsi que de broyage et de concassage.

Il est à noter que:

- les installations mobiles de broyage et de concassage ne sont pas munies de capotage, ni de système de captation et de dépoussiérage.

- les pistes sont entretenues et maintenues en bon état

- qu'aucune plainte du voisinage n'a été enregistrée à ce jour.

- la réalisation de retombées de poussières tous les 2 ans depuis 2014, puis plus de suivi à partir de 2020. **Non conforme**

Les résultats des mesures de retombées de poussières, remises ce jour, effectuées en 2014, 2016 et 2018 sont conformes aux dispositions de l'article 19.7 de l'AM du 22/09/1994. En effet, toutes les valeurs sont inférieures à 500 mg/m²/j : pour 2014 (35,6 et 18,1) ; pour 2016 (11,4 et 12) ; en 2018 (34,8 et 41,9 mg/m²/j). **Conforme**

Observations : L'exploitant fera réaliser courant 2024 une campagne de mesures de retombées de poussière, puis respectera une fréquence bi-annuelle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Délai : 6 mois

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2001, article 7.9
Thème(s) : Autre, Registres et plans
<p>Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p> <p>Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ; • les bords de la fouille ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • les zones remises en état ; • des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. <p>Sur ce plan, sera inscrite la surface restant à exploiter.</p> <p>Dans la première semaine du mois de janvier, et chaque année, ce plan, certifié et signé par l'exploitant, sera adressé au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, au préalable de la visite, le plan de la situation au 5/01/2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite